

Direction Régionale de l' Environnement,
de l' Aménagement et du Logement de Picardie

Saint-Quentin, le 3 juin 2010

Unité Territoriale de l' Aisne
Subdivision 1
12 rue Charles Picard, 02100 SAINT-QUENTIN
Tél. 03.23.06.66.00

Affaire suivie par

N/REF. :

Objet : Demande d' autorisation d' exploiter une unité de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY présentée par la société LU.

Réf. : Bordereaux n°9266 des 28 janvier 2009, 5 février 2009, 11 février 2009, 4 mars 2009, 13 mai 2009, 20 juin 2009, 21 juillet 2009 et 29 juillet 2009 du Préfet de l' Aisne et des 13 mai 2009 et 4 septembre 2009 du Sous-Préfet de Saint-Quentin.

P.J. : Projet d' arrêté préfectoral et annexes.

RAPPORT DE PRESENTATION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' ENVIRONNEMENT DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

DU.....

LU à JUSSY (02)

Par bordereaux ci-dessus référencés, Monsieur le Préfet de l' Aisne nous a transmis, pour rapport de présentation et proposition au conseil départemental de l' environnement, des risques sanitaires et technologiques, les résultats des consultations sur la demande d' autorisation déposée par la société LU en vue d' exploiter une unité de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY.

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

I.1 - Fondement de la demande

La société LU exploite depuis 1961 une usine de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY. Elle dispose d' un arrêté préfectoral d' autorisation daté du 22 mai 1998. Monsieur XXX, en qualité de directeur de l' usine de JUSSY, a déposé le 20 janvier 2009, un dossier de demande d' autorisation dans le cadre d' une régularisation. Celui-ci fait suite à la diminution des capacités de production et au classement du site sous une nouvelle rubrique soumise à autorisation (2221 : préparation ou conservation de produits alimentaires d' origine animale).

Actuellement la capacité journalière de production autorisée est de 115 T / jour. Le site a produit en 2008, 9 500 T de produits finis. Ce qui représente une capacité de production de 41 tonnes/jour.

L' autorisation est sollicitée pour :

- La prise en compte des modifications vis-à-vis du projet initial
- Le classement du site sous une nouvelle rubrique soumise à autorisation (2221)
- La modification des valeurs limites de rejets.

I.2 - Identité du demandeur

Identité administrative	: LU FRANCE
Adresse du siège social	: 3 Rue Saarinen - 94150 - Rungis
Adresse du site	: Avenue de la Victoire
	: 02480- JUSSY
Statut juridique	: S.A.S
Téléphone	:
Fax	:
Date de création	: 1961
Nom et qualité du demandeur	:
Interlocuteur pour le dossier	:

I.3 - Descriptions du procédé

Le procédé est présenté dans le dossier par un diagramme de la chaîne de fabrication, accompagné d'une description de chacune des phases de fabrication.

Le processus peut être décomposé en deux types de fabrication :

- Les chaînes de fabrication en moules (2 lignes de fabrication)

Les ingrédients nécessaires sont incorporés de manière automatique (farine, sucre, œufs et additifs) et manuelle (pépites, fruits confits) puis pétris. La pâte est ensuite moulée avant d'être cuite. Les pâtisseries sont ensuite démoulées puis conditionnées.

- Les chaînes de fabrication en bandes (2 lignes de fabrication)

Les ingrédients nécessaires sont incorporés de manière automatique (farine, sucre, œufs et additifs) et manuelle (pépites, fruits confits) puis pétris. La pâte est ensuite cuite puis découpée. Il est ensuite procédé à l'opération de « sandwichage » au cours de laquelle le fourrage est déposé par couches successives. Les pâtisseries sont ensuite redécoupées, décorées puis conditionnées.

I.4 - Les principaux équipements

La société LU possède pour ses activités :

- Quatre fours de cuisson
- Deux chaudières vapeur
- 27 groupes de réfrigération
- Deux silos pour le stockage des matières premières (farine et sucre)

I.5 - Classement des installations

L'exploitant sollicite une autorisation pour l'activité suivante :

Rubriques	Désignation	Volume des activités	Régime
2220-1	Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale , par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant : 1. supérieure à 10 t/j	Production maximale : 41 T/j	A
2221-1	Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale , par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. La quantité de produits entrant étant : 1. supérieure à 2 t/j	Produit entrant : 4 T/j	A

2920-2-a	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa,</p> <p>2. dans tous les autres cas : supérieure à 500 kW</p>	<p>Réfrigération : 1200 kW</p> <p>Compression d'air : 260 kW</p> <p>Fluides utilisés : R22, R404A et R134</p>	A
1510-2	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³</p>	<p>Volume total : 7 300 m³</p> <p>Capacité totale : 2 436 T</p>	DC
1530-2	<p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p> <p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.</p>	<p>Stockage de palettes : 250 m³</p> <p>Stockage de carton : 3100 m³</p>	D
2910-A-2	<p>• Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p>	<p>1 chaudière principale : 1 900 kW</p> <p>1 chaudière : 3 600 kW</p> <p>L'ensemble de ces installations fonctionne au gaz naturel</p>	DC
2925	<p>1. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW</p> <p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW</p>	<p>Puissance : 45 kW</p>	/
2255	<p>Alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs (stockage des)</p> <p>Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est :</p> <p>3. supérieure ou égale à 50 m³</p>	<p>20 m³ d'alcool de bouche</p>	/
2160-1-b	<p>Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables</p> <p>1. En silos ou installations de stockage</p> <p>b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15000 m³</p>	<p>1 silo de sucre de 55 m³</p> <p>1 silo de farine de 60 m³</p>	/
2230	<p>Lait (Réception, stockage, traitement, transformation etc., du) ou des produits issus du lait</p> <p>La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant :</p> <p>2. supérieure à 7 000 l/j, mais inférieure ou égale à 70 000 l/j</p>	<p>Capacité équivalente lait : 4 000 l/j</p>	/
2662	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Stockage de matières plastiques < 100 m³</p>	/

A : Autorisation DC : Déclaration Contrôlée D : Déclaration

II - PRÉSENTATION ET ANALYSE DE L'ETUDE D'IMPACT PRESENTÉE PAR LE DEMANDEUR

Concernant l'impact du projet, les enjeux principaux de ce dossier sont :

- Les rejets aqueux
- Les rejets atmosphériques.

II.1 - Les rejets aqueux

L'ensemble des installations du site induit une consommation d'eau annuelle de 20 000 m³ environ, provenait à 98% du forage présent sur le site. L'eau consommée est utilisée pour le process (10%) et les installations sanitaires.

Toutefois, l'exploitant a décidé d'arrêter ce captage et consomme maintenant l'eau provenant du réseau communal.

Les rejets aqueux sont les suivants :

- Les eaux usées domestiques

- Les eaux usées domestiques

Ces rejets représentent 5 m³ / jour, et seront dirigés vers la STEP de Jussy.

- Les eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées autres que domestiques, issues notamment des purges et du lavage des sols et des installations, représentent un débit de 50 m³ / jour. Les effluents sont prétraités au sein de l'usine de JUSSY (dégrillage, coagulation/floculation et aéroflottation) puis dirigés vers la STEP de JUSSY. Une convention de rejet a été établie avec le syndicat d'assainissement de la Vallée de la Clastroise pour le rejet des eaux usées domestiques et autres que domestiques. Une nouvelle convention de rejet est actuellement en préparation. Son projet technique a été approuvé le 7 septembre 2009 par la DDAF, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, l'exploitant et le syndicat d'assainissement de la vallée de la Clastroise.

Afin de ne pas engorger ponctuellement la station d'épuration de JUSSY, l'exploitant doit lisser son rejet d'eaux industrielles.

Cette procédure clôt une concertation qui a duré plusieurs années entre toutes les parties. En effet, l'arrêté d'autorisation de 1998 a été pris en vue d'augmenter les capacités de production de l'usine. Une station d'épuration biologique devait être implantée après le traitement physico-chimique présent déjà sur l'usine afin de traiter l'ensemble des effluents. Le projet n'a finalement pas abouti et la station d'épuration biologique n'a jamais vu le jour. LU a donc continué à rejeter ces effluents industriels pré-traités dans la station communale de Jussy. Comme les charges envoyées par LU vers la station étaient irrégulières, la station n'arrivait pas à traiter correctement les polluants et a entraîné la mise en non-conformité de la station communale. L'accord trouvé permettra à la station de Jussy de respecter la réglementation qui lui est applicable.

- Les eaux pluviales

Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées conjointement puis directement dirigées vers le réseau eau pluviale de la commune.

L'exploitant indique qu'il procèdera à l'imperméabilisation du parking VL au cours de l'année 2010. Un séparateur d'hydrocarbures sera également installé.

Les eaux pluviales tombant sur les espaces verts s'infiltreront directement dans le sol.

- Les eaux incendie

Dans l'hypothèse où un sinistre nécessitant l'emploi d'eau d'extinction se produirait sur le site, les eaux susceptibles de contenir des produits polluants sont placées dans une rétention, puis analysées afin de définir l'éventuel moyen de traitement approprié.

Les eaux d'extinction rejoindront gravitairement le sous-sol du bâtiment offrant une rétention de 2 300 m³. Le réseau interne est équipé d'un système de confinement (obturateur) permettant d'éviter tout déversement d'eaux polluées vers le réseau public eaux pluviales. Cette capacité sera complétée par la rétention de 30 m³ assurée par le réseau de canalisation. La capacité de rétention totale sera de 2 330 m³ pour un volume total d'eau à retenir de 630 m³.

II.2 - Les rejets atmosphériques

Cette partie énumère les différentes sources d'émissions atmosphériques.

On retient principalement les émissions liées aux installations de combustions.

Les deux chaudières et les quatre fours possèdent leur propre cheminée. Les hauteurs des cheminées des chaudières sont conformes à la réglementation.

L'analyse des rejets de poussière ne révèle pas de non-conformité.

II.3 - Autres impacts

Les autres impacts environnementaux du projet concernent le bruit et les déchets.

Une étude de bruit a été réalisée en décembre 2008. Toutefois, l'exploitant indique ne pas disposer du rapport de mesure. Ce dernier devra être transmis dès réception.

Toutefois, les résultats de la précédente campagne de mesure (réalisée en 2003) sont joints au dossier. Ils révèlent une unique non-conformité (dépassement dans une Zone à Emergence Réglementée). L'exploitant précise avoir mis en place plusieurs mesures compensatoires. L'efficacité de ces actions pourra être vérifiée à la lecture des résultats de la dernière campagne de mesure.

Concernant les déchets, un tableau synthétise les différents aspects de la politique de gestion des déchets mise en place.

II.4 - Impact sanitaire

L'étude sanitaire présentée dans le dossier est conforme à la méthodologie nationale.

Paramètres d'étude

L'exploitant a retenu les émissions canalisées de monoxyde de carbone et d'oxydes d'azote issues du fonctionnement de chaudières.

Les traceurs de risques retenus sont donc :

- Le CO
- Les NOx

La zone d'étude correspond à l'ensemble des populations présentes dans un rayon de 2 km autour du site. L'exploitant évalue ensuite les effets chroniques liés à l'exposition des populations aux émissions de COV et de NOx. Le vecteur de propagation est l'air et la voie d'exposition est l'inhalation.

Les valeurs guides retenues sont les suivantes :

$VTR_{NOx} = 0,04 \text{ mg/m}^3$
 $VTR_{CO} = 10 \text{ mg/m}^3$

Modélisation

La modélisation de la dispersion atmosphérique des polluants a été effectuée à l'aide d'un modèle gaussien.

Résultats

Les résultats de l'étude sont présentés, pour chaque traceur de risque retenu, sous forme d'indice de risque lié au site. Les indices de risque obtenus sont tous inférieurs à 1 (la somme de tous les indices de risque est 0,54).

Conclusion

Cette étude permet de conclure que les activités de la société LU France sur le site de Jussy ne sont pas à l'origine d'un risque sanitaire significatif pour les populations avoisinantes.

II.5 - Servitudes

L'exploitant n'indique aucune servitude affectant le site de Jussy.

III - PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RISQUES ET DES MOYENS DE PREVENTION

L'étude de dangers du dossier, réalisée sous l'entière responsabilité de l'exploitant, s'articule autour des plusieurs grands chapitres :

- les dangers relatifs aux produits et aux installations
- l'analyse des risques
- la prise en compte des moyens de prévention et de l'organisation du site en matière de sécurité
- les inventaires des moyens disponibles.

III.1 - Identification des potentiels de dangers

L'exploitant procède dans son dossier à une identification des produits utilisés et à un inventaire des équipements mis en œuvre.

Au niveau des stockages :

Les stockages identifiés comme source potentielle de danger :

- Explosion :
 Silos de stockage de matières premières (farine en particulier)
- Incendie :
 - ✓ Stockage matières premières sèches et produits finis
 - ✓ Stockage matériaux de conditionnement (bois, papier, carton, matières plastiques)

Au niveau des procédés :

Les risques identifiés lors des opérations de production sont :

Incendie / explosion :

- ⇒ Silos de stockage lors des opérations de dépotage et de préparation de la pâte
- ⇒ Chaudières fonctionnant au gaz naturel
- ⇒ Local de charge

Explosion / pollution du milieu :

- Installations de réfrigération / compression

Au niveau des produits :

Aucun produit dangereux n'est présent sur le site.

III.2 - Identifications des causes pouvant provoquer un incendie ou une explosion

Origine externe :

La principale cause naturelle identifiée est la foudre. Une étude foudre a été réalisée en 1998. L'exploitant indique avoir installé 2 parafoudres sur son site, conformément aux conclusions de cette étude.

Origine interne :

Les causes identifiées comme pouvant provoquer un incendie ou une explosion sont :

- Les flammes nues ou les sources de chaleur
- L'électricité statique
- Les actes de malveillance
- Les dysfonctionnements électriques.

III.3 - Mesures mises en place

Les mesures mises en place sont :

- (1) Zones ATEX (21 et 22) concernant les installations de stockage et de mise en œuvre de la farine (silos de stockages, transport pneumatique, tamiseurs)
- (2) Rétentions dédiées au stockage de produits liquides
- (3) Moyens de protection
- (4) Consignes de sécurité
- (5) Rétention des eaux d'incendie.

III.4 - Scénarios étudiés - évaluation des conséquences

Le modèle retenu est le mur de flamme pour les scénarios incendie.

Les scénarios d'accidents retenus après analyse détaillée de réduction des risques sont les suivants :

Incendie du stockage de cartons n°7

	Distance pour les flux		
	8 KW/m ²	5 KW/m ²	3 KW/m ²
Face à la longueur	7 m	11 m	17 m
Face à la largeur	6 m	9 m	12 m

Les zones de dangers sont contenues dans les limites de propriété.

Incendie du stockage de films plastique

	Distance pour les flux		
	8 KW/m ²	5 KW/m ²	3 KW/m ²
Face à la longueur	7 m	11 m	16 m
Face à la largeur	4 m	6 m	8 m

Les zones de dangers sont contenues dans les limites de propriété.

Incendie des stockages de cartons n°4, 5 et 6

	Distance pour les flux		
	8 KW/m ²	5 KW/m ²	3 KW/m ²
Face à la longueur	7 m	11 m	18 m
Face à la largeur	7 m	10 m	14 m

Les zones de dangers sont contenues dans les limites de propriété.

Effets dominos

Les effets dominos identifiés ont été modélisés (Incendie des stockages de cartons n°4, 5 et 6).

III.5 - Moyens de prévention et de protection

Le chapitre de l'étude de dangers relatif à ce thème mentionne l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site :

- 40 RIA
- 194 extincteurs répartis sur le site
- Sept poteaux incendie de débit supérieur à 150 m³/h
- Équipes de première et seconde intervention
- Consignes d'exploitation
- Consignes de sécurité.

Une méthode d'évaluation de besoins en eau a été utilisée afin d'estimer le volume d'eau nécessaire en cas d'incendie à 240 m³/h.

IV - EXAMEN DU DOSSIER - COMPLETUDE

IV.1 - Caractère complet

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société LU comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement.

IV.2 - Caractère régulier

Conformément aux dispositions des articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement.

Le dossier a été estimé suffisant pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure réglementaire les principales caractéristiques de l'installation projetée. Le dossier étant complet sur la forme et suffisamment explicite pour permettre aux parties consultées d'émettre leurs avis, nous avons proposé au Préfet de l'Aisne, par rapport du 24 mars 2009, d'instruire la demande.

V - INSTRUCTION DE LA DEMANDE

V.1 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 15 juin 2009 au 16 juillet 2009.

Elle concerne les communes de JUSSY, mais également les communes de : CLASTRES ET MONTECOURT-LIZEROLLES comprises dans un rayon de 1 km autour du site.

Le commissaire enquêteur a tenu 5 permanences en mairie de Jussy. Il n'a enregistré aucune observation et aucune visite lors de l'enquête.

Le 20 juillet 2009, le commissaire enquêteur conclut l'enquête ainsi :

« Le projet présenté par la société LU France pour le site de Jussy n'a d'autre objectif que d'obtenir une autorisation administrative d'exploitation adaptée aux infrastructures réellement en activité.

L'enquête publique concernant ce projet s'est déroulée normalement et sans incident du 15 juin 2009 au vendredi 16 juillet 2009 inclus, conformément à l'arrêté du 13 mai 2009. Le public n'y a montré aucun intérêt.

En conclusion de cette enquête après avoir étudié le projet, m'être rendu sur place, constaté qu'aucune anomalie ou omission pouvant remettre en cause la constitution du dossier n'a été relevée, qu'aucune observation n'a été portée par le public et considérant que la démarche de la société LU est justifiée et nécessaire.

*Je donne un **avis favorable** au projet d'obtention, par la société LU, à titre de régularisation administrative, de l'autorisation d'exploiter une unité de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY. »*

V.2 - Avis des conseils municipaux

Le rayon d'affichage étant de 1 km, les communes consultées par Monsieur le Préfet sont JUSSY, mais également les communes de CLASTRES ET MONTECOURT-LIZEROLLES.

Aucun avis de commune ne nous est pas parvenu.

V.3 - Avis des services administratifs

Les différents services consultés dont la Préfecture nous a transmis les avis sont : l'agence de l'eau Artois-Picardie, le Conseil Général de l'Aisne (CG02), la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), la direction départementale de l'équipement (DDE), la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), la SNCF, le service de la navigation de la Seine (SNS) et le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC).

- **Agence de l'eau Artois-Picardie** : 06 juillet 2009
L'agence de l'eau rend un **avis défavorable** à la demande tant qu'un accord n'est pas trouvé concernant les rejets d'eaux industrielles dans la station d'épuration de JUSSY.
- **Conseil Général de l'Aisne** : 1^{er} juillet 2009
Avis favorable
- **DDAF** : 23 juillet 2009
Avis défavorable.
Les performances du prétraitement de LU entraîne une non-conformité de la station d'épuration communale de JUSSY. Une convention doit encadrer une solution technique permettant la mise en conformité du rejet de la station d'épuration communale.
- **DDASS** : 16 juillet 2009
Le service a rendu un **avis défavorable** sur plusieurs points :
 - réaliser des mesures sur les rejets atmosphériques ;
 - revoir en conséquence l'évaluation des risques sanitaires ;
 - mettre en conformité les émergences de bruit et procéder à une nouvelle mesure.

De plus, le service s'interroge sur la maîtrise du risque légionelle dans l'établissement et demande que l'utilisation de l'eau dans le process industriel pour la fabrication de la pâte soit autorisée par arrêté préfectoral.

- **DDE : 24 juillet 2009**
Avis favorable
- **DDTEFP : 16 juillet 2009**
Le service émet plusieurs observations portant sur le document unique et la formation à la sécurité.
- **DRAC : 17 février 2009**
*« Les travaux, constructions ou aménagements cités en objet, dont vous m'avez adressé le dossier conformément aux textes visés, ne sont pas susceptibles, selon les informations dont nous disposons, d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.
En conséquence, ce dossier ne fera pas l'objet de prescriptions de mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définies par le livre V du code du patrimoine susvisé.
Cependant et conformément à l'article L 531-14 du Code du patrimoine, j'attire votre attention sur l'obligation de déclaration immédiate en cas de découverte de vestiges archéologiques faite au cours des travaux. Les articles L 544-3 et L 544-4 prévoient des sanctions pénales en cas d'absence de déclaration, de fausse déclaration ou de dissimulations des objets découverts. »*
- **SDIS: 27 juillet 2009**
Avis favorable
Le service s'interroge sur plusieurs points :
 - donner le produit nécessaire pour éteindre un éventuel incendie sur les stockages d'alcoolats ;
 - quel est le débit des poteaux incendies ;
 - l'accès à la réserve incendie ;
 Le service prescrit plusieurs moyens de secours comme une protection foudre et la mise en place de protections individuelles adaptées aux risques.
- **SNCF: 7 juillet 2009**
Pas de remarque particulière.
- **SNS: 6 juillet 2009**
Pas d'observation.
- **SIDPC: 18 juin 2009**
Avis favorable.

VI - COMMENTAIRES DE L'INSPECTION - PROPOSITIONS

VI.1 - Échanges entre l'exploitant et différents services

- Avec la DDAF, suite à son avis du 23 juillet 2009.

Mémoire en réponse du demandeur : 5 janvier 2010

L'exploitant a fourni la copie du projet de convention de déversement devant exister entre le syndicat de la vallée de la Clastroise et LU.

2^{ème} avis de la DDAF : 10 février 2010

« La signature d'une convention de déversement au réseau d'assainissement entre l'entreprise LU et le syndicat de la clastroise répond à la première observation de mon premier avis du 23 juillet 2009.

La conformité des performances du système de collecte et de la station de Jussy observée au travers du suivi des résultats de l'auto-surveillance 2009 répond à la deuxième observation.

L'ensemble est désormais conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 et aux objectifs de la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines.

*J'émet donc un **avis favorable** à ce sujet. »*

- Avec l'agence de l'eau Artois-Picardie, suite à son avis du 6 juillet 2009.

Mémoire en réponse du demandeur : 5 janvier 2010

L'exploitant a fourni la copie du projet de convention de déversement devant exister entre le syndicat de la vallée de la Clastroise et LU.

2^{ème} avis de l'agence de l'eau Artois-Picardie : 19 avril 2010

L'agence de l'eau n'émet **plus d'avis défavorable**.

- Avec la DDASS, suite à son avis du 16 juillet 2009.

Mémoire en réponse du demandeur : 5 janvier 2010

L'exploitant répond à chacun aux points suivants soulevés par la DDASS :

- il fournit les analyses effectuées sur les rejets atmosphériques (ceux-ci sont très en dessous des seuils réglementaires) ;

- concernant le bruit il fournit un plan d'action sur les non-conformités : l'exploitant prévoit de mettre en place des capots d'insonorisation sur les sources de bruit (compresseurs) et de procéder à de nouvelles mesures ;
- concernant les compléments à l'évaluation du risque sanitaire, l'exploitant demande un délai de réalisation;
- il présente la surveillance mise en place dans l'usine sur le risque légionnelle pour les travailleurs ;
- concernant le forage un contact a été pris avec la DDASS pour réglementer l'usage sanitaire.

2^{ème} avis l'agence de la DDASS :

Avis favorable sous réserve de :

- prescrire la mise en conformité des points non-conformes sur le plan des nuisances sonores et programmer une nouvelle campagne d'analyses,
- prescrire la réalisation de l'étude santé intégrant la globalité des rejets atmosphériques (chaudières et 4 fours de cuisson).

VI.2 - Synthèse et commentaire des avis

↪ Le commissaire enquêteur rend un **avis favorable** au projet de régularisation de l'établissement. Lors de l'enquête aucune personne ne s'est déplacée et aucune remarque n'est parvenue au commissaire enquêteur.

↪ Aucune des communes interrogées ne s'est exprimée lors de la consultation.

↪ La consultation des **services** a donné lieu à un ensemble d'**avis favorables** avec différentes remarques dont nous reprenons les notables :

- ✓ la DDAF et l'agence de l'eau Artois Picardie demandent que les conditions de la convention soient reprises dans le projet d'arrêté préfectoral (titre 4 et notamment article 4.3.9 du projet d'arrêté) ;
- ✓ le SDIS demande qu'une protection contre la foudre soit installée sur les stockages d'alcoolats et que des équipements de protection adaptés aux risques soient mis en place. Ces prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté (titre 7 et notamment article 7.1.4 et 7.4.4 du projet d'arrêté).
- ✓ la DDTEFP demande que plusieurs prescriptions réglementaires du Code du Travail soient appliquées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces prescriptions ne peuvent être intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne régleme pas le droit du travail. Toutefois, les remarques faites par les services ont été transmises à l'exploitant.
- ✓ les demandes de la DDASS concernant la régularisation des points non-conformes sur le plan des nuisances sonores (article 6.1.4 du projet d'arrêté), la programmation d'une nouvelle campagne de mesures (article 8.2.2 du projet d'arrêté) sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a procédé à une mesure exhaustive des rejets atmosphériques du site afin d'avoir une connaissance exacte des rejets en CO et NOx. Il s'avère que les rejets cumulés (chaudière + four) sont faibles. Le résultat des mesures ne modifie pas significativement l'indice de risque qui détermine l'acceptabilité de l'établissement. Dans ces conditions, et après avoir évoqué le sujet avec l'ARS (ex-DDASS), l'inspection des installations classées estime qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une nouvelle évaluation du risque sanitaire.

VI.3 - Conclusion - Proposition

Les communes consultées n'ont pas émis d'avis.

Les différents services de l'Etat ont rendu des avis favorables au projet. La plupart des recommandations, prescriptions ou demandes faites par les différents services de l'Etat consultés ont été retenues. La raison pour laquelle certaines des demandes n'ont pas été intégrées au projet d'arrêté est expliquée ci-dessus.

Enfin, le commissaire enquêteur exprime un avis favorable au projet de régularisation.

Par ailleurs, après étude du dossier de demande d'autorisation, l'inspection des installations classées juge que le projet respecte les prescriptions du Code de l'Environnement.

Dans ces conditions, nous proposons au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis **favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une usine de pâtisseries située sur la commune de JUSSY dans les conditions du projet d'arrêté joint en annexe.

Celui-ci est élaboré à partir du dossier de demande, des différents textes réglementaires applicables aux installations classées et des observations particulières formulées lors des consultations sur ce projet.

REDACTION	VALIDATION
L'Inspecteur des Installations Classées	L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines